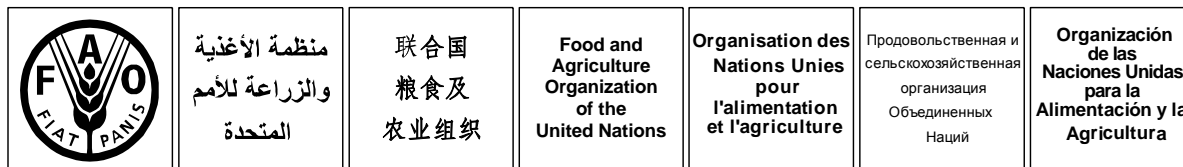


Mars 2012



TRENTE-DEUXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Buenos Aires (Argentine,) 26-30 mars 2012

ALLOCUTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

*Monsieur le Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche en Argentine,
Monsieur le Secrétaire des relations extérieures de l'Argentine,
Monsieur le Président de la Conférence régionale,
Monsieur le Président de la Conférence régionale durant la période 2010-2012,
Messieurs les Vice-Présidents de la Conférence régionale,
Monsieur le Président indépendant du Conseil de la FAO,
Monsieur le Président du Comité de la sécurité alimentaire,
Mesdames et Messieurs les Ministres et délégués,
Messieurs les Représentants régionaux de l'OIE, au nom desquels je salue tous les représentants des
organisations internationales et régionales de coopération technique présents,
Mesdames et Messieurs les Représentants de la société civile,
Monsieur le Représentant régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes,
Monsieur le Représentant de la FAO en Argentine,
Monsieur le Secrétaire de la Conférence régionale, au nom duquel je salue toute l'équipe de la FAO
présente à cette conférence,
Mesdames, Messieurs, chers collègues et amis,*

Au nom de la FAO et de tous les participants à cette trente-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes, je voudrais adresser mes remerciements les plus sincères au Gouvernement et au peuple argentins de leur hospitalité et d'avoir contribué à l'organisation de cette Conférence.

C'est un grand honneur pour moi de participer, pour la quatrième fois, à la Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes, et pour la première fois en ma qualité de Directeur général de la FAO, fonction à laquelle j'ai été élu grâce à la confiance que vous m'avez manifestée.

Depuis la fin de la guerre, l'agriculture a progressé considérablement. Aujourd'hui, les disponibilités alimentaires par personne sont supérieures à ce qu'elles étaient en 1945, date à laquelle la FAO a été créée.

Pourtant, nous n'avons pas réussi à éliminer la faim dans le monde. Quelque 925 millions de personnes restent à ce jour sous-alimentées, et plus de la moitié de la population souffre de malnutrition, sous une forme ou une autre, dans un monde qui produit suffisamment de nourriture pour tous, mais qui l'a

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org

toujours distribuée de manière très inégale. La région Amérique latine et Caraïbes, qui compte 50 millions de personnes souffrant de la faim, ne fait pas exception.

Aussi longtemps que le droit de chacun à une alimentation saine et adéquate ne sera pas garanti, la FAO continuera de s'employer en priorité à promouvoir la sécurité alimentaire et l'avènement d'un monde libéré de la faim, principes qui ont présidé à sa création en 1945.

Pour aider les pays à réaliser cet objectif, l'Organisation doit s'adapter à un monde qui a connu de profondes mutations et dans lequel les défis de l'agriculture et de l'alimentation s'ajoutent et sont reliés à d'autres dans les domaines énergétique, climatique et financier.

Afin de mieux nous positionner dans ce monde et de définir les défis mondiaux auxquels nous devons faire face, j'ai engagé en janvier 2012 un processus participatif de planification stratégique, sous la direction de M. Martín Piñero, éminent économiste argentin. Cette réflexion contribuera à la révision et à l'élaboration des principaux documents de stratégie et de planification de l'Organisation, ainsi qu'aux ajustements de notre Programme de travail et budget, tels que proposés à la présente Conférence.

Le cycle actuel des Conférences régionales de la FAO, entamé mi-mars au Viet Nam avec la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique, marque le début du dialogue officiel sur les sept défis mondiaux que nous avons définis dans les domaines de la sécurité alimentaire et de l'agriculture.

Le premier de ces défis consiste à remplacer nos modèles de production et de consommation par des modèles plus durables dans le contexte du changement climatique. Aujourd'hui, nos systèmes de production consomment énormément de ressources: 1 500 litres d'eau pour produire un kilo de céréales, 15 000 litres pour un kilo de viande, par exemple. Or, les techniques actuelles pourraient permettre de produire de manière plus durable. Je pense, notamment, au semis direct et à la gestion intégrée de la production pour réduire l'utilisation d'engrais et de pesticides.

Dans le même temps, nous devons réduire les pertes et le gaspillage et améliorer la qualité de notre alimentation, c'est là notre deuxième défi. Environ un milliard trois cent millions de tonnes de nourriture - soit approximativement un tiers de la production annuelle - sont perdues ou gaspillées chaque année. Les consommateurs des pays riches jettent quelque deux cent vingt-deux millions de tonnes de nourriture, l'équivalent de la production annuelle nette de l'Afrique subsaharienne. Nous devons également améliorer la nutrition et l'éducation alimentaire, car si le nombre de personnes souffrant de la faim augmente, celui de personnes obèses aussi. Ces changements permettraient de nourrir sainement la population mondiale avec une hausse de production inférieure aux estimations actuelles.

À quelques mois de la Conférence Rio+20, nous avons l'occasion et l'obligation d'explorer la convergence entre les programmes d'action relatifs à la sécurité alimentaire et au changement climatique, et de choisir une voie de développement plus durable et plus participative.

Le troisième enjeu est de promouvoir la sécurité alimentaire, et je suis certain que nous regagnerons rapidement du terrain dans la lutte contre la faim. Conformément à mes instructions, la FAO met actuellement en place un plan d'action qui vise à intégrer les interventions face aux situations d'urgence dans les programmes de développement, à transposer à plus grande échelle les initiatives qui donnent de bons résultats et à travailler en concertation avec d'autres acteurs sous l'égide des gouvernements. Notre attention immédiate se porte aujourd'hui sur la Corne de l'Afrique et la région du Sahel. Mais l'approche adoptée peut donner des résultats dans d'autres pays en situation de grave insécurité alimentaire et qui sollicitent notre aide. Haïti en est un bon exemple pour la région des Caraïbes, tout comme le Guatemala, en Amérique centrale.

Le quatrième défi concerne l'amélioration des moyens d'existence et des conditions de vie de la population rurale, notamment des agriculteurs, des sylviculteurs et des artisans-pêcheurs. À l'occasion

de l'Année internationale des coopératives, il convient de souligner le rôle que peut jouer ce secteur qui regroupe les producteurs entre eux et contribue à la lutte contre la faim. Nous devons impérativement combattre la pauvreté rurale et promouvoir le développement local pour éviter la désertification de nos campagnes et l'effondrement de nos villes.

Nous devons par ailleurs garantir des systèmes alimentaires et agricoles plus justes et renforcer les mécanismes de gouvernance à l'échelle mondiale. À cet égard, je tiens à féliciter les gouvernements, la société civile et le secteur privé, qui ont réussi à conclure avec succès les négociations sur les « Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale », qui seront soumises à l'approbation du Comité de la sécurité alimentaire mondiale en mai.

Enfin, il faut améliorer la capacité de résistance des familles face aux menaces et aux crises qui touchent l'agriculture et la sécurité alimentaire, car, comme l'a montré Josué de Castro, la faim est une invention de l'homme, et non de la nature. L'exemple de la Corne de l'Afrique est éloquent: si nous ne sommes pas en mesure de prévenir les sécheresses, nous pouvons éviter en revanche que celles-ci se transforment en famine. Pour cela il faut mettre en œuvre des programmes de gestion des risques et des interventions qui répondent aux besoins spécifiques des pays et des régions, comme les îles des Caraïbes, l'Amérique centrale et les pays andins, qui sont davantage exposés à des événements climatiques extrêmes.

Mesdames, Messieurs, nous attendons, à l'occasion de cette Conférence, de recevoir vos commentaires sur ces défis dans une perspective latino-américaine et caraïbe, afin de les inclure dans notre planification stratégique.

Cette Conférence régionale doit aussi définir les priorités d'action de la FAO en Amérique latine et dans les Caraïbes, région qui se caractérise par un grand paradoxe: elle connaît la faim alors même que l'offre alimentaire est abondante.

L'insécurité alimentaire qui règne dans notre région est due à un problème d'accès aux aliments, qui reste notre talon d'Achille: l'Amérique latine produit plus qu'il n'en faut, mais souvent l'argent manque pour acheter ces produits alimentaires. Cette situation est le fruit de l'inégalité sociale et économique qui malheureusement continue de nous caractériser. L'Amérique latine et les Caraïbes restent la région la plus inégalitaire de la planète, en particulier pour ce qui touche à l'accès à la terre et à l'eau.

Étant donné qu'un peu plus de la moitié de la population d'Amérique latine et des Caraïbes vivant dans une extrême pauvreté habite en milieu rural, et qu'une grande partie est constituée de petits agriculteurs pratiquant une agriculture familiale, qui produisent la majeure partie des aliments consommés dans la région, c'est vers ces personnes que nous devons nous tourner pour résoudre notre problème d'insécurité alimentaire.

Nous devons le faire dans un contexte de hausse et de volatilité des prix des denrées alimentaires. Certes, la hausse des prix alimentaires peut permettre d'investir et d'innover en vue d'une intensification durable de la production, d'augmenter les exportations et de stimuler la production locale, avec notamment la revalorisation des aliments traditionnels. À cet égard, je voudrais souligner que l'année 2013 a été déclarée Année internationale du quinoa et vous demander à tous de soutenir cet événement.

Nous avons vu comment des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont renforcé leurs systèmes de protection sociale, y compris grâce à des programmes de transfert de revenus et d'alimentation scolaire, et ont soutenu la petite production locale pour faire face à la crise récente. Cette stratégie a donné de bons résultats qui sont encore meilleurs lorsque le système productif est relié au système social, avec la création de circuits locaux de production et de consommation des aliments. C'est le cas par exemple des programmes d'achat de produits de l'agriculture familiale pour les cantines scolaires,

qui créent des débouchés pour les producteurs tout en garantissant des aliments frais et de qualité dans les écoles. C'est ce type de solutions, où tout le monde est gagnant, que nous devons promouvoir.

Mesdames, Messieurs,

Parce que nous sommes convaincus que la faim peut et doit être éliminée, nous avons été la première région à prendre cet engagement. Aujourd'hui, je vous invite à renouveler cet engagement en appuyant l'Initiative Amérique latine et Caraïbes libérées de la faim en 2025.

Cette initiative appartient aux pays et elle est l'affaire de tous - gouvernements, parlements, secteur privé, société civile et milieu universitaire, parce que la lutte contre la faim ne peut relever uniquement d'un gouvernement; c'est une décision qui doit être prise par l'ensemble de la société.

L'engagement en faveur de la sécurité alimentaire a aussi franchi les frontières et s'est imposé comme une priorité dans les programmes d'intégration économique et politique de la région tels que le Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), la Communauté des Caraïbes (CARICOM), la Communauté andine (CAN), le Marché commun du Sud (MERCOSUR), l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), et l'Organisation des États américains (OEA), ainsi que dans les programmes de travail d'organisations comme la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), l'Organisation internationale du travail (OIT) et d'autres partenaires. La FAO est convaincue de la nécessité de conjuguer nos efforts, et elle est prête à faire bénéficier d'autres de son expérience et de celle d'autres pays du monde sur toutes les questions touchant à la sécurité alimentaire et au développement rural.

Mesdames, Messieurs,

La FAO espère aussi que ses analyses permettront de mettre en évidence les ajustements qu'il faudra apporter dans la représentation régionale afin de répondre aux besoins spécifiques de l'Amérique latine *et des Caraïbes, compte tenu des ressources disponibles et sous réserve de l'approbation du Conseil et de la Conférence de la FAO.

Cet aspect est crucial pour la décentralisation de la FAO, qui est une des priorités de mon mandat. La décentralisation implique une nouvelle approche, axée sur les résultats obtenus au niveau des pays. Soyez assurés que la décentralisation de la FAO ne se fera pas au détriment des capacités techniques normatives de l'Organisation. Nos programmes de terrain et nos activités normatives se complètent et se renforcent mutuellement.

Pour faciliter les changements qui se révèlent nécessaires, je voudrais rappeler l'appel que j'ai adressé aux pays à revenu moyen, lors de la session du Conseil en décembre dernier, afin qu'ils d'étudient la possibilité de prendre en charge une part plus importante des dépenses d'exécution du programme de la FAO dans leurs pays respectifs, ce qui permettrait de dégager des ressources au profit des pays moins développés.

Je tiens par ailleurs à encourager les pays de la région à développer les échanges de données d'expérience dans le cadre de la coopération Sud-Sud. La FAO peut y contribuer en facilitant la coopération et en offrant des possibilités de formation technique à des jeunes professionnels. Je donnerai aux gouvernements intéressés de plus amples informations à ce sujet dans le cadre de nos conversations bilatérales.

En guise de conclusion, je tiens à vous remercier de participer à cette Conférence régionale et à exprimer une nouvelle fois ma reconnaissance au Gouvernement et au peuple argentins qui nous accueillent. J'ai pleinement confiance dans le succès de notre réunion.

Je vous remercie de votre attention.